



**ASSOCIATION SOLIHA
AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE
GUYANE**

**Siege social : 1897 Route de Montjoly
Residence Man'cia**

97 354 REMIRE MONTJOLY

Siren 448 062 703

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

AUDEX SARL au capital de 8 000 €- Société de Commissariat aux comptes et d'Expertise-comptable inscrite sur la liste de la cour d'appel de Fort de France et au tableau du conseil régional de l'ordre des Experts-comptables de la Martinique - Siret: RCS FDF 839 936 028 00027 – C/o Buro Club - Immeuble Avantage - 11 Rue des Arts et Métiers – Lotissement Dillon Stade 97200 Fort de France - Tel: 06 96 07 20 34
Email: sgast@audexmq.fr

Aux membres de l'Assemblée,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée lors de votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association SOLIHA AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE GUYANE relatifs à l'exercice clos le **31/12/2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1er Janvier 2024** à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié :

- La procédure de reconnaissance des produits d'exploitation et notamment la correcte application de la méthode de comptabilisation et de rattachement des subventions de l'exercice.
- Le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment pour ce qui concerne la valorisation des autres créances.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fort de France
Le 10 Avril 2026,

Le Commissaire aux Comptes
AUDEX SARL

Stéphanie GAST

AUDEX SARL
Société de Commissariat Aux Comptes
RCS FDF 839 936 028
C/o Buro Club 11 Rue des Arts et Métiers
Immeuble Avantage - Lot Dillon Stade 97200 Fort-de-France
Fixe: 05 96 42 13 36 - Mobile: 0696 07 20 34
Email: sgast@audexmq.fr



AUDEX SARL au capital de 8 000 €- Société de Commissariat aux comptes et d'Expertise-comptable inscrite sur la liste de la cour d'appel de Fort de France et au tableau du conseil régional de l'ordre des Experts-comptables de la Martinique - Siret: RCS FDF 839 936 028 00027 – C/o Buro Club - Immeuble Avantage - 11 Rue des Arts et Métiers – Lotissement Dillon Stade 97200 Fort de France - Tel: 06 96 07 20 34
Email: sgast@audexmq.fr

KER

Comptes annuels 2024

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

SOLIHA AGENCE IMMOBILIERE GUYANE

1897 ROUTE DE MONTJOLY
97354 REMIRE-MONTJOLY

SIREN : 448.062.703

KER GUYANE

SAS au capital de 10000 Euros - SIREN : 941345993
4 RUE DE L'ASTROLABE, 97354 REMIRE-MONTJOLY

Bilan





Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2024	Net 31/12/2023
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	8 215	6 540	1 675	3 509
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	205 812		205 812	205 812
Constructions	656 805	144 568	512 237	552 922
Installations techniques, matériels et outillages industriels	9 995	414	9 581	
Autres immobilisations corporelles	157 781	96 076	61 705	75 583
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	50 000		50 000	50 000
Prêts				
Autres immobilisations financières	24 436		24 436	24 456
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)	1 113 044	247 597	865 447	912 282
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
CRÉANCES				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	12 088		12 088	57 682
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	266 605		266 605	496 485
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
Actions propres				
Autres titres et instruments de trésorerie				
DISPONIBILITÉS ET CHARGES				
Disponibilités	658 811		658 811	290 992
Charges constatées d'avance				37 056
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	937 505		937 505	882 214
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Écarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	2 050 548	247 597	1 802 952	1 794 496

Bilan passif



Postes	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
RÉSERVES		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	631 157	631 157
Report à nouveau	14 771	133 809
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	308 784	-119 038
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	141 904	156 203
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	1 096 617	802 131
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	217 943	236 035
Emprunts et dettes financières diverses	5 701	5 870
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	18 825	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	131 504	395 816
Dettes issues de legs		
Dettes fiscales et sociales	209 096	247 132
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	79 741	
Autres dettes	43 526	107 513
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES (IV)	706 335	992 365
Écarts de conversion - Passif (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	1 802 952	1 794 496

Compte de résultat





Compte de résultat

Postes	2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	130 926	452 672
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 227 611	959 374
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	11 843	15 592
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	43 896	3 021
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 414 275	1 430 659
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	304 817	794 678
Aides financières		
Impôts, taxes, et versements assimilés	22 526	10 470
Salaires et traitements	480 562	529 569
Charges sociales	168 416	157 991
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	66 031	66 419
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux provisions		
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Reports des fonds dédiés		
Autres charges	49 676	191
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 092 027	1 559 318
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	322 249	-128 659
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	283	5
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	283	5
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 701	4 423
Différences négatives de change		0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	3 701	4 424
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-3 418	-4 418



Postes	2024	2023
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV)	318 830	- 133 078
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	4 347	
Sur opérations en capital	14 299	14 299
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	18 645	14 299
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	28 691	259
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	28 691	259
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	- 10 046	14 040
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 433 204	1 444 963
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 124 419	1 564 001
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	308 784	- 119 038

Annexe



Préambule



Introduction

Introduction à l’annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.
L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2023** à **31/12/2023**.
Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **1 802 951,54 €**.
Le résultat net comptable est **un bénéfice** de **308 784,25 €**.
Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes et méthodes comptables



Règlement comptable

Description de l'entité

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.



Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Bâtiments, installations et agencements	
Bâtiments commerciaux	20 à 50 ans
Bureaux	25 ans
Agencements	10 ans
Mobilier	10 ans
Travaux	5 à 10 ans
Matériel et outillage	
Matériel	6,5 à 10 ans
Outillage	5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Immobilisations incorporelles	
Logiciels	1 à 3 ans
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Utilisation de la méthode d'évaluation par équivalence ;
- Information sur l'identification et le suivi, à chaque clôture, des titres de participation définis à l'article 39-1-5° du CGI pour lesquels la société a modifié l'option de comptabilisation des frais liés à l'acquisition.
- Utilisation de la dérogation pour l'évaluation des titres en cas de baisse anormale et momentanée.

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Subventions

Inscription proratisée :

La société a bénéficié de subventions qui ont été imputées en résultat d'exploitations au prorata des frais engagés. De ce fait, des subventions à recevoir peuvent être enregistrées dans les comptes si le contrat d'attribution est signé, que des dépenses ont été engagées mais que les subventions n'ont pas encore été reçues. La quote-part des subventions qui financent des dépenses immobilisées est reprise en résultat d'exploitations au même rythme que l'amortissement desdites dépenses. La partie acquise mais non encore rapportée au résultat est comptabilisée en fonds propres, en subventions d'investissements.

Emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont le cas échéant comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les emprunts ont été octroyés.

Postes du bilan et du compte de résultat



Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	8 215			8 215
Immobilisations corporelles				
Terrains	205 812			205 812
Constructions	653 630	3 175		656 805
Installations techniques, matériel et outilla...		9 995		9 995
Autres immobilisations corporelles	151 735	6 045		157 781
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	50 000			50 000
Prêts				
Autres immobilisations financières	24 456	850	870	24 436

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres	4 706	1 833		6 540
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	100 708	43 860		144 568
Installations techniques, matériel et outilla...		414		414
Autres	76 152	19 924		96 076
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice



État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières	24 436	24 436		
Clients douteux				
Autres créances clients				
Personnel et comptes rattachés	6 030	6 030		
Sécurité sociale et autres org. sociaux	32 206	32 206		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Autres impôts	194 154	194 154		
Divers	8 037	8 037		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	26 178	26 178		
Charges constatées d'avance				
TOTAL	291 041	291 041		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	631 157				631 157
Report à nouveau	133 809	-119 038			14 771
Excédent ou déficit de l'exercice	-119 038	119 038		427 822	308 784
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	156 202			14 299	141 904
Provisions réglementées					
TOTAL	802 130			442 121	1 096 616

Subvention d'équipement départementale initiale reçue : 184 800,00

La quote-part totale virée au compte de résultat au 31/12/2024 : 42 896

Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations	Transferts (A)	Cloture de l'exercice
Subventions d'exploitation	1 227 611		1 227 611		194 153
Contributions financières d'autres organ...					
Ressources liées à la générosité du public					
TOTAL	1 227 611		1 227 611		194 153



Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit	217 943	18 610	76 528	122 805
Emprunts et dettes financières divers	5 701	5 701		
Fournisseurs et comptes rattachés	131 504	131 504		
Personnel et comptes rattachés	49 293	49 293		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	154 804	154 804		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	4 999	4 999		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	79 741	79 741		
Groupe et associés				
Autres dettes	19 374	19 374		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	663 358	464 026	76 528	122 805
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	18 561			
Emprunts et dettes contractés auprès des ...				

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Intérêts courus	250	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer		
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés		
État - Charges à payer		
TOTAL	250	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à recevoir	13 908	
Etat - Produits à recevoir	194 154	
TOTAL	208 061	

Produits et charges exceptionnels

Rubriques	Montant	Commentaire
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels de gestion	4 347	
Quote-part subvention d'équipement	14 299	
TOTAL	18 646	
Charges exceptionnelles		
Dons et libéralités	2 000	
Charges exceptionnelles de gestion	26 691	
TOTAL	28 691	

Le résultat exceptionnel de l'exercice s'élève à - 10 046,00



Informations relatives à l'effectif



Effectif employé pendant l'exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres	1	1	2
Non-cadres	1	11	12
Employés			

KER

KER GUYANE

SAS au capital de 10000 Euros - SIREN : 941345993
4 RUE DE L'ASTROLABE, 97354 REMIRE-MONTJOLY